

Témoignage d'arpentage

De fin septembre à décembre 2018, au rythme de deux rendez-vous par mois, des membres du collectif Esquifs – pas toujours les mêmes – se sont réunis pour lire et découvrir ensemble des ouvrages sur la question de la dette et du surendettement. Pour ce faire, le collectif a décidé d'utiliser la technique de l'arpentage. C'est une méthode de lecture collective issue de la culture ouvrière de la fin du 19^{ème} siècle, dont le but est de créer une culture commune autour d'un sujet. Certains de ces arpentages se sont déroulés dans les locaux de Culture & Démocratie. J'ai assisté au dernier d'entre eux, le 21 décembre 2018.

9h45 : les participant·es arrivent peu à peu. Nous serons finalement cinq ce vendredi matin. L'ambiance est conviviale, chacun·e a apporté quelque chose à partager : viennoiseries, fruits, boissons... Nous sommes paré·es pour les quatre prochaines heures. On se présente brièvement. Plusieurs ouvrages sont disposés sur la table. On prend le temps de les regarder, les soupeser, lire la quatrième de couverture, le sommaire, ... Puis, au terme d'un tour de table, on s'accorde sur un titre : *Et si on arrêtait de payer ?* d'Olivier Bonfond, paru en 2012 aux éditions Aden (Bruxelles).

Avant toute chose, certains rôles sont distribués de manière aléatoire : l'animateur de la séance, le maître du temps, le scripte et le préposé au découpage du bouquin. Après un rapide calcul, chacun recevra une quarantaine de pages à lire au cours de l'heure suivante. Le découpage se fait en fonction du nombre de pages et non du séquençage de l'auteur. Chacun se plonge alors dans la lecture de ce qu'il a reçu avec trois questions en tête : Quel est mon ressenti à la lecture de ce texte ? En quoi celui-ci fait-il écho à mon propre vécu ? Qu'est-ce que ce texte me donne envie de transmettre ?

11H00 : Après un peu plus d'une heure de lecture, on échange nos impressions à chaud. Un premier tour de table salue le style clair et direct de l'auteur. Pédagogue, il parvient à nous faire comprendre des concepts économiques concrets, bien que nous soyons, pour la plupart, néophytes en la matière. Au-delà du style, le ressenti de chacun·e diffère en fonction de la partie qu'il ou elle a lue. Certain·es ont un sentiment de colère voire de dégoût à l'encontre du système en place. Pour ma part, j'ai reçu un extrait qui mettait en avant les alternatives possibles et des exemples de désobéissance civile motivants.

Suite à ces premiers échanges, nous passons rapidement à la question : « En quoi cette lecture fait écho à mon propre vécu ? » L'idée ici est de s'intéresser davantage aux lecteur·rices qu'à l'auteur. Cette retransmission ne doit pas être un résumé des thèses de l'auteur, mais – contre-pied de la culture scolaire – un moyen de faire part de sa réflexion sur la lecture, de son ressenti et du lien avec son propre vécu. De fait, les réflexions/questions se répondent, rebondissent telles des ricochets qui, parfois, atterrissent assez loin du premier jet. Je tenterai ici de recouper ces échanges.

2008 ?

Nous nous questionnons d'abord sur la façon dont l'État belge a renfloué les banques après la crise financière de 2008 et surtout nous tentons de comprendre *pourquoi* il a choisi de le faire ? Y-a-t-il un rapport de dépendance entre l'État et la Finance ? L'État est-il maître de ses choix ou la finance a-t-elle la main ? Il est également étonnant que les banques n'aient pas eu d'échelonnements à respecter pour rembourser l'État au contraire de tout citoyen qui contracte un emprunt. Très vite la discussion part sur cette idée qu'il y aurait un système à deux vitesses : celui de l'État et de la Finance et celui du peuple. On essaye aussi de comprendre à qui l'État a emprunté de l'argent pour renflouer les banques : FMI ? BCE ? Contribuables ?

Cette question de la responsabilité de l'État traverse les différentes séances d'arpentage. Pourquoi n'a-t-il pas intérêt à défendre sa population ? L'État est le résultat d'un rapport de force entre sa main gauche (État providence) et sa main droite (régalienne)¹. Pour illustrer cette tension, l'un·e d'entre nous raconte un conflit qu'il·elle a pu observer entre les agents du CPAS et ceux des impôts qui se montraient très sévères avec les personnes endettées.

On se souvient également tous·tes d'avoir entendu beaucoup parler des agences de notation à cette époque. L'existence même de ces agences semble aller à contre-courant du mythe fondateur du capitalisme, à savoir le risque/la possibilité de prendre des risques. Le livre indique par ailleurs que les agences de notation sont payées par les structures qu'elles notent. Une neutralité est-elle possible dans ce cas ?

Quel(s) intérêt(s) ?

L'ouvrage d'Olivier Bonfond nous apprend qu'en Belgique les taux d'intérêts ont fluctué dans les années 1970 et que la dette nationale a alors fortement augmenté. Cette dette serait aujourd'hui la première dépense de l'État et appartiendrait pour 95% à des investisseurs privés. Pour Olivier Bonfond, les intérêts des dettes publiques constituent une dette *illégitime*. Il donne plusieurs exemples d'États qui ont arrêté de payer – soit les intérêts, soit la dette dans sa globalité –, et montre que ceux-ci ne sont pas exclus du marché mondial pour autant, que les menaces proférées par la BCE, le FMI, l'Europe, ... ne sont pas suivies d'effets. Ces États voient tous leur PIB augmenter dans les années qui suivent cette décision. Au cours de l'Histoire il y a eu plein d'exemples d'États qui ont cessé de payer pendant des périodes plus ou moins longues. Mais il semble qu'il y ait une Europe des riches et une Europe des pauvres et il n'y a pas le même rapport de force. Si la France ou la Belgique décident d'arrêter de payer demain, cela n'aura pas le même poids que l'Italie ou la Grèce.

¹ Concept développé par Pierre Bourdieu. Lire : Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989 - 1992)*, Paris, Seuil, 2012.

Pensions ?

Ne produit-on pas davantage de richesses que d'antan ? Comment peut-il y avoir des pensions aussi basses ? Est-il vraiment possible que l'on ne puisse bientôt plus les payer convenablement ?

De 2008, on se souvient aussi de la crise des fonds de pensions aux États-Unis. Mais là-bas c'est une économie complètement différente, l'épargne est obligatoire si l'on veut espérer arrêter de travailler. Ils ont un système de vie basé sur le crédit, ce qui n'est pas encore le cas ici.

Faire sans banque ?

Quelle place la banque a-t-elle dans notre vie ? Y a-t-il d'autres moyens de faire banque, sans spéculer ? Est-ce qu'on peut se passer des banques ?

Il y a une volonté des banques de tout maîtriser. Elles n'y sont pas encore parvenues mais on continue à leur déléguer du pouvoir (en acceptant la disparition des liquidités, les cartes sans contact qui permettent un suivi de nos moindre achats et dépenses, ...). Les banques ont aussi réussi à gérer la totalité des prêts et fait disparaître les caisses locales de crédit gérées par des citoyens. La monnaie a tout d'abord été imposée par les capitalistes dans un souci de contrôle. C'est étonnant de voir qu'aujourd'hui alors que l'argent est dématérialisé, le pauvre a plutôt intérêt à utiliser de l'argent réel, palpable. La notion d'argent est aujourd'hui très abstraite car notre économie n'est plus liée à un argent réel, c'est une convention sociale. Mais ce n'est pas nouveau, il y a 5000 ans c'était déjà le cas. On faisait avec de l'argent qui n'existait pas. Des reconnaissances de dettes étaient inscrites sur des tablettes d'argile et quand il y avait trop de dettes on cassait les tablettes. L'État remettait les comptes à zéro. A-t-il aujourd'hui encore ce pouvoir ?

On est dans un monde où ma puissance d'agir dépend de ma capacité à payer, à acheter. La dette est de plus en plus en train de s'insérer dans nos modes de pensées. Au CPAS, il y a de plus en plus de dettes aux écoles, pour des frais d'équipement, de cantine, ... La politique de la dette justifie le désinvestissement dans les services publics. C'est un véritable outil pour les politiques austéritaires qui leur permet notamment de vendre les services publics au secteur privé.

Toutes ces questions en tête, on tente dans un troisième temps de lister les propositions d'Olivier Bonfond pour sortir de ce « système dette » et ce que cela nous donne envie de transmettre :

- Arrêter de payer la dette, du moins la dette illégitime, à savoir les intérêts.
- Faire un audit citoyen de la dette. Selon Olivier Bonfond les documents qui sont communiqués par l'État suffisent. Cet audit citoyen aurait pour but d'aller voir ce que l'État fait avec l'argent public et d'interpeller les dirigeants si l'on juge que cette gestion n'est pas correcte. Il faudrait faire ce type d'analyse par pays, mais aussi au niveau européen et au niveau mondial.
- Remettre la finance à sa place.
- Neutraliser les agences de notation, jugées incompétentes et néfastes.

Neuf essentiels sur la dette, le surendettement et la pauvreté... La Suite

- Obliger la BCE à prêter directement aux États et obliger les banques nationales à prêter au même taux que la BCE.
- Créer une banque publique d'État.
- Séparer les banques de dépôts des banques d'investissement qui se sont rapprochées dans les années 1990. On a alors fait de l'argent de chacun un produit potentiellement lucratif.
- Réguler le secteur financier en interdisant la spéculation par exemple.
- Contrôler les mouvements de capitaux.
- Supprimer les paradis fiscaux.
- Lever le secret bancaire.
- Appliquer un impôt exceptionnel sur les grosses fortunes.
- Redistribuer de la richesse.
- Fixer un revenu maximal autorisé.
- Éviter l'écart des revenus.
- Globaliser l'imposition de sorte que cela ne bénéficie plus aux plus riches. L'impôt sur la fortune est passé de 35% à 18% en 20 ans.
- Taxer les transactions financières au niveau européen.
- Construire une banque basée sur la démocratie et la solidarité.
- Organiser une assemblée constituante. Et, à partir de cette assemblée constituante, repenser le système démocratique aujourd'hui. Repenser la question de la représentativité (Référendum d'Initiative Citoyenne ?).
- Lire le traité européen.
- Exiger des politiciens qu'ils nous expliquent leurs investissements.
- Créer un collectif de personnes endettées autour de plusieurs questions : C'est quoi notre dette ? À qui on doit de l'argent et combien ça rapporte, aux créanciers ? aux huissiers ?
- À l'échelle individuelle aussi accepter de payer le capital mais refuser de payer les intérêts et demander aux huissiers ce qu'ils font de l'argent qu'ils gagnent.

Cette liste paraît quelque peu vertigineuse. Pour ma part, elle me semble aussi bien utopique et un sentiment d'impuissance me saisit. Il est toutefois intéressant de voir à travers cet ouvrage que ce sont les mêmes mécanismes qui agissent à petite et à grande échelles. C'est le même système, la même culture.

Le temps de l'arpentage se termine. De nombreuses questions ont émergé, beaucoup sont restées en suspens. Si l'exercice de lecture collective nourri et que nous en repartons assurément enrichies, il me semble, pourtant, que nous ne sommes pas réellement parvenues à aller au-delà de nos présupposés. Il faut toutefois rappeler que je n'ai participé qu'à cette seule séance d'arpentage, qui de surcroît était la dernière du cycle. Les membres d'Esquifs définissent ce cycle comme le « socle », la « charpente » de leur réflexion sur la dette, le surendettement et la pauvreté. Gardons donc à l'esprit que cette étape de lecture collective n'est que l'entame d'une réflexion commune, dont la forme aboutie constitue l'introduction de ce *Neuf essentiels*.